

RESOLUTION URGENTE

| | |
|---------------|---|
| Auteur | Vincent Roten, PDCC, Xavier Moret, PLR, Aïda Lips (suppl.), UDC, et Dominic Eggel, CVPO |
| Objet | NON à la menace qui pèse sur notre agriculture! |
| Date | 12.12.2017 |
| Numéro | 7.0067 |

Actualité de l'événement

Le 1.11.2017 le Conseil fédéral a présenté sa vision pour le développement la politique agricole 22+. Vision qui mettra inévitablement les agriculteurs de notre canton dans une situation insupportable.

Imprévisibilité

Aucun élément ne nous permettait d'anticiper une prise de position du conseil fédéral aussi opposée à la volonté du monde paysan et de la population exprimée dans les urnes le 24.09.2017 (contre-projet à l'initiative sur la sécurité alimentaire.)

Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate

Les premiers débats, sous la coupole fédérale, en vue de la mise en place de la politique agricole 22+, auront lieu dès le printemps 2018. Il est donc important de se positionner en amont du travail législatif fédéral si nous voulons avoir voix au chapitre.

Le Valais dit non à la Vue d'ensemble du Conseil fédéral sur le développement de la politique agricole dès 2022 (PA 2022+) !

Le Conseil fédéral veut faire de l'agriculture une monnaie d'échange en ouvrant encore davantage les marchés. C'est ce qu'il esquisse dans la Vue d'ensemble de l'évolution de la politique agricole dès 2022 qu'il a publiée le 1^{er} novembre dernier.

La compétitivité de l'agriculture visée par le Conseil fédéral restera un vœu pieux tant que le niveau de coût sera nettement supérieur en Suisse vis-à-vis de l'étranger. Les entreprises agricoles ne peuvent pas lutter à armes égales face à la concurrence étrangère. Elles ne peuvent pas délocaliser leurs productions. La protection douanière reste un instrument essentiel pour permettre à nos familles paysannes de remplir les prestations que l'on attend d'elles en matière de préservation des ressources, d'alimentation de qualité ou encore de bien-être des animaux. La vision du Conseil fédéral provoquerait un nivellement par le bas et une précarisation encore plus marquée du secteur, sans que le consommateur y gagne quoi que ce soit au final.

Si l'agriculture est menacée en première ligne, nous sommes toutes et tous concernés en tant que consommatrices et consommateurs. Le 24 septembre 2017, près de 85% du peuple valaisan a plébiscité l'inscription de la sécurité alimentaire dans la Constitution fédérale. Le rapport du Conseil fédéral bafoue et ignore ce plébiscite populaire qui veut garder la main sur notre alimentation.

Face aux défis en termes de durabilité que doit relever notre agriculture, vouloir ouvrir davantage les marchés, comme l'entend le Conseil fédéral, imposerait une équation impossible visant à concilier plus de compétitivité économique à plus de contraintes environnementales.

Les familles paysannes attendent de la stabilité. Ce qui leur est demandé aujourd'hui est déjà suffisamment exigeant pour ne pas compliquer la donne par une politique agricole désastreuse.

Conclusion

Le Grand Conseil du canton du Valais adresse un refus net à la stratégie sournoise du Conseil fédéral. Il demande au Conseil d'Etat valaisan de s'opposer fermement à la vision dévastatrice du Conseil fédéral. Il appelle les Chambres fédérales à rejeter cette vision. Des ajustements peuvent être apportés à la politique agricole fédérale actuelle, mais en aucun cas en sacrifiant notre agriculture sur l'autel du libéralisme.